

Les enseignants du primaire en résistance pédagogique du Gard communiquent:  
Une fois encore, le dispositif d'évaluation nationale pour le premier degré, tel qu'il est imposé par le ministère dans les écoles, aura généré nombre de réactions hostiles de parents, d'enseignants et d'universitaires.

Nous sommes de nombreux enseignants gardois à avoir, une nouvelle fois, résisté à la mise en place des évaluations nationales CM2 au mois de janvier 2010 et surtout à la remontée des résultats école par école et ce pour de nombreuses raisons:

Ces évaluations ne sont pas pertinentes dans leur contenu ni pour les élèves, ni pour les enseignants, ni pour les familles.

La prime de 400€ accordée aux enseignants de CM2 est un outil de division pour le travail des équipes pédagogiques.

Le recensement au niveau national des résultats sans garantie de l'utilisation qui en sera faite, nous inquiète au plus haut point. L'association des résultats de ces évaluations et du logiciel base-élèves imposé aux directeurs est prévisible dans une vision technocratique et chiffrée de l'éducation nationale comme le laissent entrevoir les réformes actuellement en cours.

A l'heure de la suppression de la carte scolaire et des discours sur le salaire au mérite, chacun mesure combien la constitution de telles données chiffrées pourrait servir à l'élaboration de classements d'écoles en vue d'une mise en concurrence très dommageable pour le service public d'éducation.

Nous demandons au ministre la reconstruction d'un autre dispositif d'évaluation, diagnostique cette fois-ci, capable de nous aider à mieux comprendre les difficultés constatées, élaboré en concertation avec les professionnels. Ainsi sera-t-il enfin, comme initialement prétendu, au service des élèves, des enseignants et des parents.

Jeudi 11 février à 17h15, nous affirmerons notre position en nous rendant devant les inspections départementales de l'Education Nationale Alès 1 et Alès 2, rue Pasteur, puis en nous réunissant à la bourse du travail d'Alès.